

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

28 -04- 1999

22 -06- 1999

NR.

N°

51.082 IC OF 117

PROTOCOLE DE PAIX SOCIALE POUR LES  
**OUVRIERS**  
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU PETROLE,  
FAIT A BRUXELLES, LE 16 AVRIL 1999

Les parties signataires, membres de la Commission Paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole n° 117 (ouvriers), approuvent en date du 16 avril 1999, les termes du présent

**PROT O C O L E**

I.- ACCORD NOUVEAU :

Les parties ratifient les termes de l'accord pour la CP 117 en date du 22 janvier 1999, figurant en annexe.

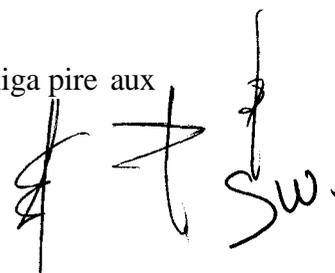
Toutes les dispositions des conventions antérieures non modifiées par le présent protocole et son annexe subsistent et restent en vigueur.

II.- DUREE DE LA CONVENTION COLLECTIVE NOUVELLE :

- 1) La CCT de base est conclue pour une période de deux ans, prenant cours le 1er janvier 1999 et se terminant le 31 décembre 2000.
- 2) a) Sous réserve de ce qui est dit au point 1) ci-dessus, la présente convention est conclue pour une durée indéterminée et n'est pas dénonçable avant le 1er octobre 2000.  
b) A partir du 1er octobre 2000, chacune des deux parties signataires pourra mettre fin à la présente convention en notifiant à l'autre partie signataire, par lettre recommandée, un préavis motivé mettant fin à la convention trois mois après l'expédition du préavis, le cachet de la poste faisant foi. Le renouvellement de la convention aura pour effet de suspendre la faculté de renon jusqu'à trois mois avant l'échéance de la nouvelle période de paix sociale.  
c) Le préavis dont question au point 2) b) ci-dessus peut porter soit sur une partie, soit sur l'intégralité des dispositions de la convention collective.

III.- FORCE OBLIGATOIRE :

Les membres de la Commission Paritaire demandent de donner force obligatoire aux



dispositions de la convention collective en vigueur pour les années 1999-2000.

#### IV.- PAIX SOCIALE :

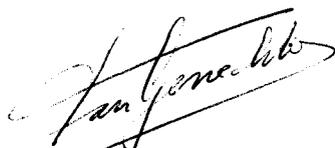
Les parties et leurs affiliés conviennent de ne pas poser des actes ou de créer une atmosphère propices à des conflits sociaux. Ils s'engagent à respecter les termes de la convention collective. Ils s'abstiendront de porter atteinte à la paix sociale, notamment en introduisant des revendications nouvelles par rapport aux termes de la convention collective, et ce, pendant la période de validité de celle-ci.

Les propositions émanant des deux parties en vue du renouvellement de la convention collective existante, pourront être introduites à partir du dernier trimestre de l'an 2000.

Les parties et leurs affiliés s'engagent formellement à s'abstenir de tout acte portant atteinte au respect intégral des procédures de conciliation et de préavis en vigueur dans le secteur pétrolier.

Fait à Bruxelles, en quintuple, le 16 avril 1999.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES,  
d'une part :  
**CENTRALE CHRETIENNE,**



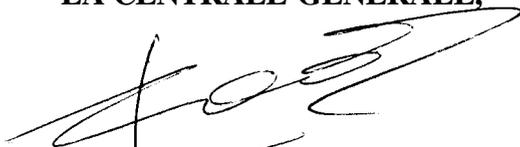
A. VAN GENECHTEN,  
Président

L'ORGANISATION PATRONALE,  
d'autre part :  
**FEDERATION PETROLIERE  
BELGE, asbl,**



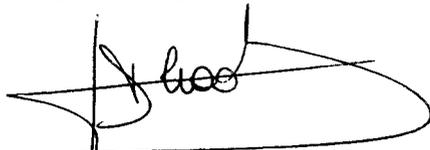
G. VAN DE WERVE  
Secrétaire-général

**LA CENTRALE GENERALE,**



P. LOOTENS,  
Secrétaire National,

**C.G.S.L.B.**



E. DECOO,  
Secrétaire National

**Annexe** : - accord dans la CP 117 en date du 26/01/1999  
- modification règlement pension

## CCT SECTORIELLE OUVRIERS CP 117 1999-2000

Les parties ont, pendant les négociations pour la CCT pour ouvriers du secteur pétrolier pour la période 1999-2000, tenu compte du contexte dans lequel le secteur se situe.

Ainsi, aussi bien le contexte économique et social international que national ont leur importance.

En accord avec l'accord interprofessionnel, les parties ont eu le souhait de répondre aux demandes de l'AIP au niveau sectoriel par le biais de cet accord. Cet accord se situe dès lors dans la foulée de l'AIP.

La formation est une condition pour la force du secteur.

Le secteur, en plus des efforts obligatoires pour la formation des groupes à risques, effectuera un effort supplémentaire de 0,10% pour ces groupes spécifiques.

Cet effort se situe en marge de la grande attention pour la formation permanente, déjà existante et maintenue, dans les entreprises. Cet effort peut à ce jour être estimé à plus de 2 % du coût salarial pour le secteur.

De plus, les dispositions concernant la réduction du temps de travail annuelle, la prépension, les formes de travail à temps partiel et la réinsertion, donneront les impulsions nécessaires à l'emploi dans le secteur.

1. Durée de validité de la nouvelle CCT :

Deux ans : 1.1.1999 au 31.12.2000

2. Travail à temps partiel et interruption de carrière

Renouvellement de l'actuelle convention-cadre sectorielle

3. Prépension

a. - Le salaire brut de référence sera pris en considération à 100 % pour le calcul-ONSS

- Assimilation pour les ouvriers en deux équipes (distribution et raffinage) : assimilation au salaire brut de référence à 0,34% par année de travail en deux équipes, comme pour le raffinage

**b. Renouvellement de l'actuelle convention-cadre sectorielle :**

Possibilité de prépension à l'âge de 58 ans à partir du 1.1.1999, après 25 années de service.

**c. Régime particulier "équipes"**

Pour les travailleurs ayant 33 années de service, dont 20 ans en équipe comportant du travail de nuit, possibilité de prépension conventionnelle à l'âge de 56 ans

Cette mesure requiert l'accord des deux parties (employeur et travailleur individuel)

**d. Renouvellement des conventions collectives d'entreprise existantes :**

A l'âge de 55 ans, après 38 années de service, à condition que ces CCT soient en vigueur de façon ininterrompue depuis 1986.

**e. Prépension à mi-temps :**

à partir de 55 ans, pour raisons médicale ou familiale/sociale graves.

5. Cellule d'emploi

Les travailleurs licenciés *pour des raisons économiques* sont repris dans une réserve d'embauché. Il sera fait appel à cette réserve en cas de place vacante dans le secteur. L'embauche peut s'effectuer à la condition que le travailleur correspond au profil et à la qualification demandés.

6. Groupes à risque : formation

- Renouvellement pour la durée de validité de la CCT, du règlement prévu dans la CCT 1995-1996 (Fonds de sécurité d'existence) et dans la CCT sectorielle 1997-1998 ; pour la formation, on peut avoir recours aux services d'organisations internes ou externes, comme l'A.S.B.L. ACTA-Anvers (secteur pétrochimique).
- L'effort reste maintenu à 0,20% de la masse salariale totale de tous les travailleurs (ouvriers et employés), à la condition d'un accord analogue pour les employés.

7. Pension pétrole

Traitement de **la loi Colla** : voir annexe

8. Salaires

Les salaires horaires seront augmentés au 1er janvier 1999 de 9 fr.

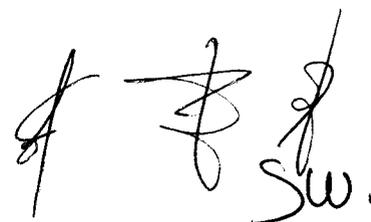
9. Jours de réduction du temps de travail

- 1er janvier 1999 : prolongation du système existant (1 jour payé, 2 jours non payés)

- Le 1er janvier 2000, les deux jours non payés sont transformés en jours payés.
- Les derniers 3 jours pétroliers sont réglés au niveau de l'entreprise, tenant compte des exigences du service et payés selon le régime « Accord jours-pétroliers » (jours AP).

10. Prime syndicale

- statut unique de la prime
- introduction au 1er janvier 1999, payable à partir de 2000
- actifs : 4.200 fr.
- prépensionnés : 3.500 fr.



Handwritten signature, possibly reading "Sw." or similar, located at the bottom right of the page.

ADAPTATIONS CHAPITRE XIII

Pension complémentaire pour ouvriers (hommes/femmes)

Les dispositions de ce chapitre s'appliquent automatiquement aux travailleurs, engagés dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée à partir de la date de leur entrée en fonction.

Section 1. Pensions de retraite.

Art. 72. § 1 Aux ouvriers qui sont pensionnés à 65 ans, et qui ont ou auront accompli à ce moment quarante années de service dans l'industrie pétrolière, il est accordé une pension complémentaire, aussi nommée "pension pétrole":

- à partir du 1er janvier 1999, de 56.542F/an,
- à partir du 1er janvier 2000, de 57.542F/an,

payable trimestriellement

et ce pour toutes les catégories d'ouvriers.

Les années de prépension conventionnelle sont assimilées à des années de service pour l'octroi de la pension complémentaire à 65 ans.

Art. 73. Si l'ouvrier prend sa pension légale à 60 ans ou après, mais avant son 65e anniversaire, il obtiendra à partir de ce moment, le droit à la pension complémentaire prévue par la convention collective de travail, qui lui serait accordée à l'âge de 65 ans (conformément aux art. 72 et 74).

En aucun cas, la pension complémentaire ne pourra être cumulée avec la prépension; pour les prépensionnés, la pension complémentaire n'est due qu'à partir de l'âge de la pension légale.

Art. 74. § 1 Aux ouvriers qui sont pensionnés à 65 ans et qui n'ont pas accompli quarante mais bien vingt années de service dans l'industrie pétrolière, il est accordé un complément annuel de pension, augmenté avec le nombre d'années manquantes pour avoir un complément de pension complet.

§ 2. Aux ouvriers engagés avec un contrat à durée indéterminée qui sont pensionnés à 65 ans, et qui n'ont pas accompli vingt mais bien dix années de service ininterrompu dans l'industrie pétrolière, il est accordé un complément annuel de pension égal au montant cité à l'article 72, réduit de 1/40<sup>e</sup> par année manquante inférieure à vingt.

§ 3. Aux ouvriers qui, à l'âge de 65 ans, n'ont pas accompli dix années de service, il est accordé une pension pétrole égale au montant cité à l'article 72, multiplié par un coefficient (année de service/40).

Section 2. Pension complémentaire de survie

Art. 75. § 1. En cas de décès d'un ouvrier pensionné dans les conditions prévues à la section 1, une pension complémentaire de survie est accordée au conjoint survivant.

§ 2. En cas de décès d'un ouvrier en service actif, une pension complémentaire de survie est accordée au conjoint survivant, pour autant qu'il ait été marié à l'ouvrier décédé depuis au moins un an.

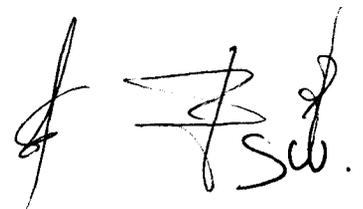
§3 Est assimilé comme conjoint survivant le partenaire cohabitant, pour autant que pareille cohabitation soit officiellement enregistrée.

Art. 76. Le montant de cette pension complémentaire de survie est fixé comme suit :

- 1° pour le conjoint survivant d'un ouvrier pensionné, à 70 p.c. de la pension complémentaire dont l'ouvrier pensionné bénéficiait en vertu des dispositions des articles 72 et 74;
- 2° pour le conjoint survivant d'un ouvrier décédé en service, à 70 p.c. de la pension complémentaire dont l'ouvrier décédé aurait pu bénéficier s'il avait atteint 65 ans au moment de son décès.

La pension complémentaire dont l'ouvrier aurait pu bénéficier conformément aux articles 72 et 74, est calculée en prenant en considération les années de service que l'ouvrier décédé aurait pu totaliser s'il avait travaillé jusqu'à 65 ans.

- 3° Si le conjoint survivant est plus jeune de plus de dix ans que son conjoint, la pension complémentaire subit une réduction de 1,5 p.c. par année au-delà de ces dix ans.



## Annexe

### Section 3. Dispositions générales

Art. 77. Les périodes d'absence de moins d'un an, notamment pour incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident de travail, ne sont pas prises en compte pour une diminution de l'ancienneté, telle que définie à l'article 74. Des périodes d'absence de plus d'un an donneront lieu à une diminution de l'ancienneté, telle que définie à l'article 74.

Si une nouvelle absence intervient dans le mois suivant la fin d'une incapacité de travail et pour la même cause, la nouvelle absence sera censée prolonger la première

Art. 78. Les bénéficiaires des présentes dispositions ont l'obligation de donner à l'employeur tous les renseignements et documents nécessaires pour permettre de calculer la pension complémentaire/la pension de survie et notamment leur état civil, la composition de leur famille, etc..

Ils doivent également transmettre en communication tous documents fournissant des renseignements utiles concernant leur pension légale ou autre.

Toute modification à ces renseignements doit être signalée spontanément à l'employeur par écrit et sans retard et, le cas échéant, être appuyée par des documents officiels.

L'employeur peut, à tout moment, exiger des bénéficiaires, les pièces nécessaires pour établir ou vérifier leurs droits et, à défaut pour eux de satisfaire à cette obligation dans un délai raisonnable, l'employeur a le droit de faire suspendre le paiement des pensions.

Art. 79. En cas de cessation d'activités avant la pension ou la prépension, les droits à la pension constitués sur base de 40ièmes selon les articles 72 et 74 peuvent être transférés conformément aux dispositions de la législation en vigueur.

Handwritten signature or initials in black ink, appearing to be 'J. F. Sw.' or similar.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.  
 28-04-1999 | 22-06-1999

NR.

51.082 / COF 117<sup>1</sup>

PROTOKOL VAN ARBEIDSVREDE VOOR DE  
**ARBEIDERS**  
 VAN DE PETROLEUMNIJVERHEID EN -HANDEL,  
 OPGEMAAKT TE BRUSSEL, OP 16 APRIL 1999

De ondergetekende partijen, leden van het Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en -handel n° 117 (arbeiders), keuren op 16 april 1999 te Brussel, de bepalingen goed van onderhavig

**PROTOKOL**

I.- NIEUWE OVEREENKOMST

De partijen bekrachtigen de bepalingen van het akkoord voor het P.C. n° 117 d.d. 26 januari 1999, in bijlage.

Alle bepalingen van de vroegere C.A.O.'s die niet door onderhavig protocol en zijn bijlage gewijzigd worden, blijven behouden en van kracht.

II.- GELDIGHEIDSDUUR VAN DE NIEUWE C.A.O.

- 1.- De basis C.A.O. wordt afgesloten voor een période van tweejaar, ingaande op 1 januari 1999 en verstrijkende op 31 december 2000.
- 2.-
  - a) Onder voorbehoud van hetgeen hierboven onder punt 1) bepaald is, wordt de huidige conventie afgesloten voor een onbepaalde termijn en kan niet worden opgezegd vóór 1 oktober 2000.
  - b) Van 1 oktober 2000 af, kan ieder van de beide ondertekenende partijen een einde stellen aan de huidige conventie, door aan de andere ondertekenende partij, per aangetekend schrijven, een met redenen omklede vooropzeg te betekenen, die een einde stelt aan de conventie, drie maanden na de verzending van de vooropzeg, waarbij de poststempel als bewijs geldt.  
De hernieuwing van de conventie schorst de mogelijkheid tot opzegging op tot drie maanden vóór het verstrijken van de nieuwe période van arbeidsvrede.
  - c) De opzeg, waarvan sprake in punt 2) b) hierboven, kan slaan hetzij op een gedeelte, hetzij op het geheel der bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst.

III.- ALGEMEEN VERBINDENDVERKLARING

De leden van het Paritair Comité verzoeken om de algemeen verbindendverklaring te verlenen aan de bepalingen van de basis-C.A.O., van kracht voor de jaren 1999-2000.

#### IV.- ARBEIDSVREDE

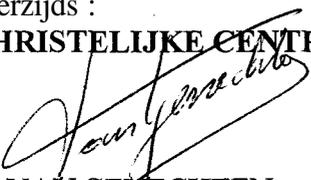
De partijen en hun leden komen overeen geen daden te stellen of een atmosfeer te scheppen die tot sociale conflicten zouden kunnen aanleiding geven. Zij gaan de verbintenis aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomstte eerbiedigen. Zij zullen zich ervan onthouden de arbeidsvrede te schenden, onder andere, door het indienen van nieuwe eisen ten overstaan van de bepalingen van deze collectieve overeenkomst, en dit, gedurende de ganse geldigheidsperiode van deze.

De voorstellen die uitgaan van beide partijen met het oog op de hernieuwing van de bestaande collectieve overeenkomst, kunnen ingediend worden vanaf het laatste trimester van 2000.

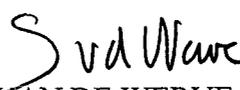
De partijen en hun leden verbinden er zich formeel toe iedere daad achterwege te laten, die de volledige naleving van de verzoeningsprocedure en van de in de petroleumsektor van kracht zijnde vooropzeg in het gedrang zou brengen.

Opgemaakt te Brussel, in vijfvoud, op 16 april 1999.

VAN WERKNEMERSZIJDE,  
enerzijds :  
**CHRISTELIJKE CENTRALE,**

  
A. VAN GENECHTEN,  
Voorzitter

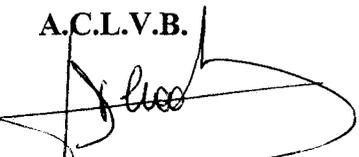
VAN WERKGEVERSZIJDE,  
anderzijds :  
**BELGISCHE PETROLEUM  
FEDERATIE V.Z.W.**

  
G. VAN DE WERVE,  
Secretaris-generaal

**DE ALGEMENE CENTRALE,**

  
P. LOOTENS,  
Nationaal Sekretaris,

**A.C.L.V.B.**

  
E. DECOO,  
Nationaal Sekretaris,

**Bijlage:** - akkoord in het P.C. n° 117 d.d. 26/01/1999  
- wijziging pensioenregeling

## AKKOORD SECTORALE CAO ARBEIDERS PC 117 1999-2000

*In hun onderhandelingen omtrent de collectieve arbeidsovereenkomst voor de arbeiders uit de petroleumsector, voor de période 1999-2000, hebben de partijen rekening gehouden met de context waarin de sector zich bevindt.*

*Hierbij zijn zowel de internationale economische en sociale context, als de nationale situatie van belang.*

*In overeenstemming met het interprofessioneel akkoord hebben partijen de wens gehad om de bekommernissen van het IPA op sectoraal niveau te beantwoorden met dit akkoord. Dit akkoord vestigt zich dan ook in het verlengde van het IPA.*

*Vorming vormt een voorwaarde voor de sterkte van een sector.*

*Zo zal de sector, naast de opgelegde inspanningen voor de vorming van risicogroepen, ook een bijkomende inspanning van 0.10% verrichten voor deze bijzondere groepen.*

*Deze inspanning situeert zich naast de grote aandacht voor de permanente vorming in de ondernemingen, die reeds bestaat en behouden blijft — deze inspanning kan nu reeds geraamd worden op meer dan 2% van de personeelskost voor de sector.*

*Tevens zullen de maatregelen inzake vermindering van de jaarlijkse arbeidstijd, brugpensioen, vormen van deeltijdse arbeid en her-tewerkstelling, de nodige impulsen aanbrengen voor de tewerkstelling in de sector.*

1. Duurtijd van de nieuwe CAO :

Twee jaar : 1.1.1999 tot 31.12.2000

2. Deeltijdse arbeid en loopbaanonderbreking

Hernieuwing bestaande sectorale kaderovereenkomst

3. Brugpensioen

- a. - Bruto-refertelonen worden aan 100% in aanmerking genomen wat betreft de RSZ-berekening.  
- Gelijktelling voor twee-ploegenarbeiders (distributie en raffinage) : gelijktelling van bruto jaar referte loon aan 0.34% per jaar arbeid in twee-ploegen, zoals bij raffinage.

**b. Hernieuwing bestaande sectorale kaderovereenkomst**

Mogelijkheid tot brugpensioen op 58-jarige leeftijd vanaf 1.1.1999, na 25 jaar dienst.

**c. Bijzondere regeling "shift"**




SW.

Voor werknemers met 33 jaar dienst, waarvan 20 jaar in shift met nachtarbeid, mogelijkheid tot conventioneel brugpensioen op 56-jarige leeftijd.

Deze maatregel vergt het akkoord van beide partijen (werkgever en individuele werknemer)

**d. Hernieuwing bestaande bedrijfs-CAO's**

Op 55-jarige leeftijd, na 38 jaar dienst, mits deze CAO's ononderbroken in voege sedert 1986.

**e. Deeltijds brugpensioen** : vanaf 55 jaar, om medische of emstige familiale/sociale redenen.

4. Tewerkstellingscel

Werknemers ontslagen *om economische omstandigheden* worden opgenomen in een werfreserve. Deze reserve wordt aangesproken bij een interne vacature in de sector. Aanwerving kan geschieden op voorwaarde dat de werknemer voldoet aan het gevraagde profiel en de gevraagde kwalifikatie.

5. Risicogroepen : opleiding

- Hernieuwing, voor de duurtijd van de CAO, van de regeling voorzien in de CAO 1997-1998 (Fonds voor bestaanszekerheid) en van de sectorale CAO 1997-1998 ; voor de opleiding kan beroep gedaan worden op zowel interne organisaties als op externe organisaties, zoals bijvoorbeeld ACTA-Antwerpen VZW.
- De inspanning blijft gehandhaafd op 0,20 % van de ganse loonmassa van alle werknemers (arbeiders en bedienden), op voorwaarde van analoog akkoord bij de bedienden.

6. Petroleumpensioen

Verwerking **Wet "Colla"** : ziebijlage

7. Lonen

De uurlonen zullen verhoogd worden op 1.1.1999 met 9 frank.

8. Arbeidsduurverminderingdagen

- 1 januari 1999 : verlenging bestaande regeling (één betaalde, twee onbetaalde dagen)
- Op 1 januari 2000 worden de twee onbetaalde dagen omgevormd tot betaalde dagen.
- De laatste drie petroleumdagen worden vastgesteld op ondernemingsniveau,

Sw.

rekening houdend met de noodwendigheden van de dienst en betaald volgens het régime « Petroleumakkoord-dagen » (PA-dagen).

9. Syndikale premie

- eenvormig statuut van de premie
- invoering op 1 januari 1999, betaalbaar vanaf 2000
- actieven : 4.200 fr.
- bruggepensioneerden : 3.500 fr

 sw.



## AANPASSINGEN HOOFDSTUK XIII

### Aanvullend pensioen voor werklieden (man/vrouw)

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn automatisch van toepassing op werklieden, aangeworven in het kader van een contract van onbepaalde duur vanaf de datum van indiensttreding.

#### Afdeling 1. Rustpensioenen

Art. 72. § 1 Aan de werklieden die op de leeftijd van 65 jaar, worden gepensioneerd, en alsdan veertig jaardienst in de petroleumnijverheid hebben of zullen hebben volbracht, wordt een jaarlijks aanvullend rustpensioen toegekend, ook "petroleumpensioen" genoemd, vastgesteld :

vanaf 1 januari 1999 op 56.542 Bfr./jaar,

vanaf 1 januari 2000 op 57.542 Bfr./jaar,

trimestrieel betaalbaar,

en dit voor alle categorieën van werknemers.

De jaren conventioneel brugpensioen worden gelijkgesteld met de jaren dienst voor de toekenning van het petroleumpensioen op 65 jaar.

Art. 73. Indien de werkmán op 60 jaar of daarna, maar vóór zijn 65e jaar met wettelijkpensioen gaat, verkrijgthij vanaf dat ogenblik het recht op het in de collectieve arbeidsovereenkomstvoorziené petroleumpensioen, dat hem op 65-jarigeleeftijd zou worden uitgekeerd (conform art. 72 en art. 74).

In geen geval mag het petroleumpensioen gecumuleerd worden met het brugpensioen; voor de bruggepensioneerden is het petroleumpensioen slechts verschuldigd vanaf de wettelijke pensioenleeftijd.

Art. 74. § 1 Aan de werklieden die op 65-jarige leeftijd worden gepensioneerd en geen 40 dienstjaren maar wel 20 dienstjaren in de petroleumnijverheid hebben volbracht, wordt een bijkomend aanvullend pensioen toegekend, vermeerderd met het aantal ontbrekende jaren om een volledig aanvullend pensioen te genieten.

§ 2 aan de werklieden met een contact van onbepaalde duur die op 65-jarige leeftijd worden gepensioneerd en geen 20 dienstjaren maar nochtans 10 ononderbroken jaren dienst in de petroleumnijverheid hebben volbracht, wordt een jaarlijks aanvullend pensioen toegekend gelijk aan de in artikel 72 genoemde som verminderd per ontbrekend dienstjaar onder de 20, met 1/40ste.

§ 3 Aan de werklieden die op 65-jarige leeftijd de tien dienstjaren niet hebben bereikt, wordt een aanvullend petroleumpensioen toegekend ten bedrage van de in artikel 72 vastgestelde som, vermenigvuldigd met factor (jaren dienst/40).

#### Afdeling 2. Aanvullend overlevingspensioen

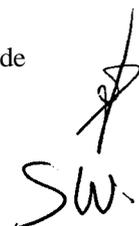
Art. 75. § 1. Bij overlijden van een onder de in afdeling 1. bepaalde voorwaarden gepensioneerde werkmán, wordt aan de overlevende echtgeno(o)t(e), een aanvullend overlevings-pensioen toegekend.

§ 2. Bij overlijden van een werkmán in actieve dienst, wordt aan de overlevende echtgeno(o)t(e) een aanvullend overlevings-pensioen toegekend, voor zover zij/hij sedert ten minste één jaar met de overleden werkmán was gehuwd.

§ 3. Met overlevende echtgeno(o)t(e) wordt gelijkgesteld de samenwonende partner, op voorwaarde dat dergelijke samenleving officieel geregistreerd werd.

Art. 76. Het bedrag van dit aanvullend overlevingspensioen wordt vastgesteld als volgt:

1° voor de overlevende echtgeno(o)t(e) van gepensioneerde werklieden, op 70 pct. van het aanvullend rustpensioen dat de gepensioneerde werkmán genoot krachtens de bepalingen van de artikelen 72 en 74;



## Bijlage

2° voor de overlevende echtgeno(o)t(e) van in dienst overleden werklieden, op 70 pct. van het aanvullend rustpensioen dat de overleden werkmán had kunnen genieten, indien hij de leeftijd van 65 jaar had bereikt op het ogenblik van zijn/haar overlijden.

Het aanvullend rustpensioen dat de werkmán overeenkomstig de artikelen 72 en 74 zou hebben ontvangen, wordt berekend, rekening houdend met de dienstjaren die de overleden werkmán zou hebben getotaliseerd indien hij tot 65 jaar had gewerkt.

3° Indien de overlevende echtgeno(o)t(e) meer dan tien jaar jonger is dan haar/zijn echtgeno(o)t(e), zal het aanvullend rustpensioen met 1,5 pct. per jaar boven die tien jaar worden verminderd.

### Afdeling 3. Algemene beschikkingen

Art. 77. De afwezigheidsperiodes korter dan één jaar, in het bijzonder ten gevolge van arbeidsongeschiktheid als gevolg van ziekte of arbeidsongevallen, worden niet in aanmerking genomen voor een vermindering van de diensttijd zoals omschreven in art. 74. Afwezigheidsperiodes langer dan één jaar zullen aanleiding geven tot een vermindering van de diensttijd zoals omschreven in art. 74.

Indien een nieuwe afwezigheid optreedt binnen de maand na het einde van een arbeidsongeschiktheid, en om de zelfde reden, dan wordt deze nieuwe afwezigheid geacht deze periode te verlengen.

Art. 78. De door deze bepalingen begunstigde zijn verplicht aan de werkgever allenodige inlichtingen en documenten te verschaffen om toe te laten het aanvullend rustpensioen/ overlevingspensioen te berekenen, zoals onder meer hun burgerlijke stand, de samenstelling van hun gezin, enz..

Zij moeten eveneens ter mededeling alle documenten overmaken welke nuttige inlichtingen verschaffen betreffende hun wettelijk of ander pensioen.

Elke wijziging van deze inlichtingen moet spontaan aan de werkgever schriftelijk en onverwijld worden bekendgemaakt en eventueel door officiële documenten worden gestaafd.

De werkgever mag op elk ogenblik van de begunstigde de nodige stukken eisen om hun rechten te bepalen of na te gaan en, indien zij binnen een redelijke termijn aan de verplichting niet voldoen, heeft de werkgever het recht de uitbetaling van de pensioenen te doen schorsen.

Art. 79. Ingeval van uitdiensttreding vóór pensionering of brugpensionering, kunnen de conform art. 72 en 74 opgebouwde pensioenrechten op basis van 1/40sten worden overgedragen overeenkomstig de bepalingen van de vigerende wetgeving.



SW.

